

Raymond Girardi, Modef : « Il faut vite légiférer pour des prix rémunérateurs »

© 22/08/2016 | 👤 Arnaud Carpon • 📺 Terre-net Média

Premier volet de notre « tournée » syndicale de cette rentrée 2016, le Modef ne voit qu'une seule solution d'envergure pour enrayer la crise agricole : légiférer pour garantir des prix rémunérateurs aux agriculteurs. Vice-président d'un syndicat fidèle à ses convictions anti-libérales et à sa proximité avec le parti communiste français, Raymond Girardi détaille en trois minutes les mesures de fond que le Modef revendique.

Quelles sont les **solutions** à la **crise agricole** revendiquées par les syndicats ? Jusqu'au 1er septembre, Terre-net vous propose de les détailler en cinq volets, comme autant de syndicats.

Et c'est **Raymond Girardi**, vice-président du **Modef**, qui ouvre le bal. Dénonçant, jeudi 18 août dernier à Paris, les importations des denrées agricoles produites avec des produits phytos interdits en France, le Modef reste fidèle à ses convictions anti-libérales de gauche. « Il n'y a qu'une solution à cette crise : obtenir des **prix rémunérateurs** ! Sans cela, les agriculteurs vont continuer à disparaître. »

[Vidéo] Les solutions à la crise agricole revendiquées par le Modef

« Il faut par ailleurs imposer des calendriers d'importation pour que les produits d'importation ne viennent pas concurrencer les produits français lorsque ceux-ci arrivent sur le marché. »

Le Modef exige toujours un encadrement des marges de la distribution « Depuis 1986, année au cours de laquelle le coefficient multiplicateur a été supprimé, les marges sont libres.

« Déçus par ce Gouvernement »

Comme la Confédération paysanne, le Modef se nourrissait, en 2012, de beaucoup d'espoirs à l'arrivée des socialistes à la tête de l'Etat. Des espoirs vite déçus, « bien évidemment », en matière de défense des « exploitants familiaux » et des petites et moyennes exploitations.

La rentrée syndicale, à suivre sur Terre-net.fr

Jusqu'au 1er septembre, Terre-net propose cinq points de vue à la crise agricole : ceux des leaders des cinq syndicats agricoles. Quelles solutions proposent-ils ? Si les causes – rendements historiquement faibles, prix toujours aussi bas, surproduction, etc.. – ne font pas débat, les remèdes proposés divergent !

En matière de répartition des aides Pac, le syndicat qui souhaitait une revalorisation de l'enveloppe budgétaire fléchée vers les 52 premiers hectares des exploitations n'a pas, par exemple, été entendu par Stéphane Le Foll.

En matière de prix rémunérateurs et de revenus, le syndicat n'a pourtant pas manqué de soutien à l'Assemblée nationale. Le député du Puy-de-Dôme, André Chassaigne, a bien déposé une proposition de loi « visant à garantir le revenu des agriculteurs ». Mais celle-ci n'a pas passé le cap de la première lecture, le 26 mai dernier.

Le Modef, lui, restera sur ses lignes revendicatrices dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles 2017. Et attend « un peu plus de courage politique » de la gauche.